



Perspective de développement

Consultation prébugétaire du
gouvernement du Québec 2026-2027



UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS

DÉCEMBRE 2025



Perspective de développement de
l'Université du Québec en Outaouais
et dans les Laurentides (UQO) dans le
cadre des consultation prébugétaire du
gouvernement du Québec 2026-2027

Murielle Laberge
Rectrice

Introduction

Il me fait plaisir de vous présenter, dans le cadre des consultations pré budgétaires 2026-2027, les trois priorités sur lesquels reposent le développement de l'Université du Québec en Outaouais et dans les Laurentides (UQO) pour les prochaines années.

Nous sommes pleinement conscients des défis économiques auxquels fait face la nation québécoise et des choix difficiles qui s'imposent à nous toutes et tous mais nous sommes également un peuple créatif, résilient et tourné vers l'avenir. À ce titre, il est essentiel de rappeler que l'UQO n'est pas seulement une université : elle constitue aussi un acteur économique majeur. **Chaque dollar** investi dans l'UQO génère un retour sur l'investissement de **6,85 \$** pour la collectivité, illustrant clairement la valeur stratégique de soutenir notre développement.

L'Université appartient à l'ensemble des citoyennes et citoyens du Québec. Nous avons donc la responsabilité collective de la faire croître en pensant au-delà des chiffres, en gardant en tête l'héritage que nous laisserons aux générations futures. Il en va de la pérennité de notre nation, de notre engagement envers l'équité intergénérationnelle et du développement économique et régional de l'Outaouais et des Laurentides.



L'UQO poursuit son essor et accueille cet automne **un nombre record de 7530 étudiantes et étudiants**, une **hausse de 15,6 % en deux ans**. Cette progression est particulièrement marquée aux cycles supérieurs, avec une **augmentation de 40 % à la maîtrise** et de **25 % au doctorat depuis 2023**. Cette croissance repose sur la vitalité du recrutement québécois et canadien (+12,6 %). Les **personnes étudiantes internationales représentent désormais 14 % de l'effectif total**.

La recherche suit la même trajectoire, avec un accroissement de 14,4% du financement obtenu. L'UQO compte également six Chaires de recherche du Canada et l'établissement de plusieurs partenariats actifs avec les milieux gouvernemental, communautaire et entrepreneurial.

Nous comptons déjà sur un soutien actif du gouvernement mais nous demandons qu'il s'accroisse afin de poursuivre notre développement et l'actualisation pleine et entière de notre mission d'accessibilité, d'enseignement, de recherche et création ainsi que d'offrir nos services à la collectivité.

**ENSEMBLE, IMAGINONS
L'UQO DE DEMAIN.**

Nos trois priorités chiffrées

2026-2027

Poursuivre notre croissance

Des solutions concrètes et réalistes pour le développement économique du Québec

Investissement de : **86.5 M\$**

01

Pôle en santé et services sociaux

Créer des espaces pour l'offre de nouveaux programmes en santé et services sociaux, en éducation, en génie et informatique.

75 M\$

02

Main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques et prioritaires

Comblar le déficit de programmes en santé et services, en éducation, en informatique cybersécurité et génie

6.5 M\$

03

Soutien à la mission universitaire et régionale

Réaliser pleinement notre mission dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides

5 M\$



Priorité 1

Pôle en santé et en
services sociaux :
Agrandissement

PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT | 6

UQO UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS

Priorité 1

Pôle en santé et en services sociaux : Agrandissement

Le projet de campus unifié qui devait réunir les 2 pavillons de Gatineau avait été initialement inscrit au Programme québécois des infrastructures (PQI) comme projet majeur à l'étude.

À la suite d'une révision des priorités gouvernementales, le gouvernement du Québec a récupéré des montants significatifs afin de concentrer les investissements sur des projets majeurs jugés prioritaires et stratégiques pour l'ensemble du territoire. Dans la foulée, il a demandé à l'UQO de revoir la portée de son projet tout en mettant l'accent sur le développement et la consolidation de programmes en santé et services sociaux ainsi que sur l'augmentation de la diplomation.

L'objectif est de former un plus grand nombre de professionnels qualifiés afin de répondre aux besoins pressants du réseau et d'assurer la pérennité des services à la population.

C'est précisément par cet investissement structurant que nous serons capables de relever le défi historique qui se présente à nous avec l'arrivée du nouvel hôpital de 600 lits en Outaouais. Nous devons préparer, former et retenir les milliers de professionnelles et professionnels nécessaires à son fonctionnement : infirmières et infirmiers, médecins, psychologues, travailleurs sociaux, technologues, gestionnaires cliniques, spécialistes en réadaptation, ingénieures et ingénieurs biomédicaux et sans oublier tout le personnel administratif.

Il s'agit d'un enjeu fondamental d'équité régionale et nationale. Les citoyennes et citoyens de l'Outaouais méritent les mêmes soins, la même qualité de services et les mêmes opportunités que partout ailleurs au Québec. Ce que nous demandons, ce n'est pas un privilège : c'est une justice territoriale. Former ici, soigner ici, vivre ici.

Priorité 1

Pôle en santé et en services sociaux : Agrandissement

Objectifs poursuivis

Répondre aux besoins de main d'œuvre de la région en santé et services sociaux par le développement de programmes en santé et services sociaux;

Optimiser le taux de diplomation de nos étudiantes et étudiants pour qu'ils mènent leurs études à terme, dans les meilleurs délais particulièrement dans les programmes en santé et services sociaux, en éducation et en génie et informatique;

Nous demandons au gouvernement un investissement :

En vue d'un agrandissement du pavillon principal pour y aménager des espaces d'enseignement et d'apprentissage pour des nouveaux programmes en santé et services sociaux.

**Investissement
75M \$**



Priorité 2

Main-d'œuvre dans
les secteurs stratégiques
et prioritaires

Priorité 2

Main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques et prioritaires

Créée en 1981, l'UQO voit le jour plus de dix ans après les autres constituantes du réseau de l'Université du Québec. Cette arrivée tardive a eu pour effet que l'UQO n'a pas bénéficié des mêmes budgets de développement pour ses infrastructures et ses nouveaux programmes.

L'Assemblée nationale du Québec a adopté en octobre 2019 une motion

unanime reconnaissant officiellement le sous-financement historique de l'Outaouais, y compris en éducation. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui, nous sommes en mode rattrapage et que nous devons investir davantage afin de mieux soutenir le développement économique de Gatineau, de l'Outaouais et du Québec et éviter l'exode de capitaux vers l'Ontario.

Comparaison du nombre de programmes de grade (2023-2024)

Région	Nombre de programmes	Ratio programmes / population
Outaouais	68	1 / 6 147 habitants
Saguenay-Lac-Saint-Jean	79	1 / 3 578 habitants
Mauricie	102	1 / 2 770 habitants

Source : Base de données PRISME, compilé par la direction de la recherche institutionnelle de l'Université du Québec (2024)

Priorité 2

Main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques et prioritaires

Exode d'étudiants : 2023-2024

La fuite de nos étudiantes et étudiants vers les universités ontariennes représente une perte directe humaine, économique et sociale pour l'Outaouais et pour le Québec. On ne le répétera jamais assez : étudier chez nous, travailler chez nous, vivre chez nous. C'est ainsi que l'on bâtit une région forte, prospère et attractive.

Chaque année, 4 937 personnes étudiantes traversent la rivière pour poursuivre leurs études à Ottawa. Parmi elles, 3 940 sont inscrites à l'Université d'Ottawa, 862 à l'Université Carleton et 135 à l'Université Saint-Paul. C'est énorme. Et cette réalité est directement liée au manque de programmes offerts ici, dans notre propre université.

Ce sont particulièrement des futures ingénieures et ingénieurs, des professionnelles et professionnels de la santé et des spécialistes en services

sociaux, qui, faute d'une offre locale suffisante, choisissent de se former ailleurs et contribuent ensuite majoritairement au développement de l'Ontario plutôt qu'à celui du Québec.

Chaque étudiante et chaque étudiant qui quittent la région, c'est un poste essentiel non comblé, un talent de moins pour nos communautés, une perte économique significative et un ralentissement de notre capacité collective à répondre aux besoins urgents du milieu. Pour retenir les talents ici en Outaouais et freiner l'exode des étudiantes et étudiants en Ontario, nous devons absolument accroître l'offre de programmes de l'UQO.

Investir dans nos universités, c'est assurer de la rétention de nos talents, des forces vives dont la nation québécoise a besoin.

Priorité 2

Main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques et prioritaires

Retombées économiques : Retenir les talents chez nous

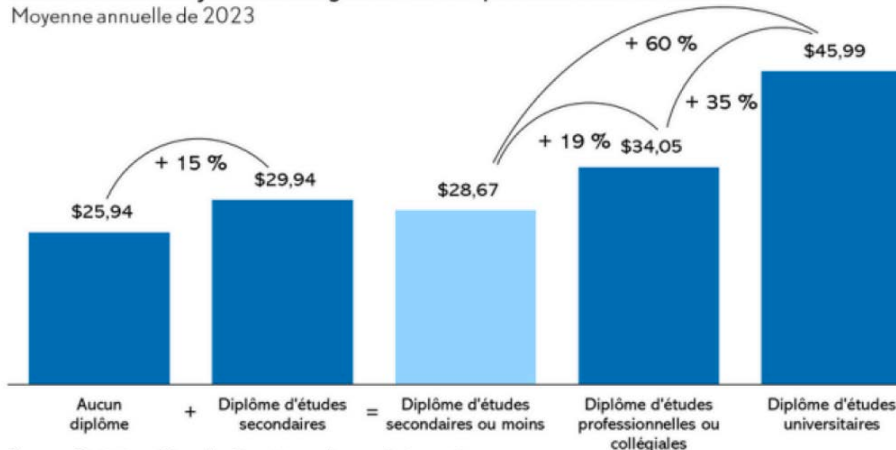
Faire des études supérieures, c'est l'investissement le plus rentable que l'on puisse faire pour soi, pour sa famille et pour sa région. Dans un contexte où nos communautés font face à des pénuries criantes de main-d'œuvre en santé, en services sociaux, en enseignement, en génie et dans les technologies, chaque diplômée et diplômé compte. Chaque personne formée ici représente un poste comblé, un service essentiel offert à notre communauté.

Comme le rappelait récemment Gabriel Côté dans le Journal de Québec (17 septembre), un baccalauréat rapporte en moyenne 1,37 M\$ de plus sur une

vie active qu'un non-diplômé. Même les formations collégiales et professionnelles génèrent des gains majeurs : 340 000 \$ pour un diplôme secondaire, plus de 715 000 \$ pour un DEC. Ces chiffres ne sont pas théoriques. Ils se traduisent par des vies transformées, des familles plus stables, des entreprises plus fortes et des services publics qui tiennent debout.

C'est cette conviction que l'éducation change des trajectoires, soutient la prospérité et renforce nos collectivités qui devrait guider les investissements du gouvernement du Québec. Et c'est pourquoi nous travaillons sans relâche à former ici les talents dont nos régions ont besoin maintenant et pour l'avenir.

Salaire horaire moyen et avantage salarial des quarantenaires au Québec
Moyenne annuelle de 2023



Priorité 2

Main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques et prioritaires

Nous tenons à réaffirmer les propos du 23 octobre 2023, des 10 chefs d'établissement du réseau de l'UQO : « qu'il y a toujours un écart significatif entre l'Ontario et le Québec dans la proportion de personnes détenant un diplôme universitaire. Au Québec, les francophones accèdent toujours moins à l'Université que d'autres. Plus que jamais le réseau public francophone est mobilisé afin de réduire cet écart important et de répondre aux besoins de la population québécoise. » Il faut retenir nos talents ici dans l'Outaouais et freiner l'exode

vers l'Ontario car ce sont des retombées économiques importantes dont se prive le Québec. Étudier en Outaouais, Travailler en Outaouais et vivre en Outaouais. Il faut également accroître le nombre de titulaires de diplômes universitaires dans les Laurentides qui se situait à 25% en 2024 comparativement à Laval qui se situe à 37% (Le Devoir, juin 2024). Pour ce faire, il faut nous appuyer dans le déploiement de plus de programmes à notre campus de Saint-Jérôme.

Nous demandons une enveloppe spécifique pour accélérer le développement et le déploiement de programmes :

4 programmes en santé et services sociaux

2 programmes en éducation

1 programme en cybersécurité

**Investissement
6.5M \$**



Priorité 3

Soutien à la mission universitaire et régionale

Les budgets de fonctionnement et maintien des infrastructures. Perte de financement de la PSG et inflation.

Priorité 3

Soutien à la mission universitaire et régionale

Depuis près de 25 ans, le gouvernement du Québec a reconnu le rôle essentiel des universités de petite taille dans le développement et la vitalité des régions du Québec. Tout au long de cette période, le gouvernement a soutenu cette mission régionale de manière continue, notamment par le biais des règles budgétaires, lesquelles ont évolué pour inclure de nombreuses mesures de soutien (anciennement les règles *1.2.2 Soutien aux établissements de plus petite taille* et *1.2.3 Mission des établissements en région*).

Toutefois, les modifications apportées aux règles budgétaires 2024-2025 ont restreint cet appui. La règle dévolue à la mission des établissements en région a notamment été remplacée par un financement spécifique limité à trois établissements (UQAC, UQAR et UQAT) afin de voir à la diversification de l'offre de formation et au soutien des communautés autochtones.

Si ces enveloppes reconnaissent que les établissements situés dans certaines régions ont des fonctions particulières, elles ne prennent pas en considération l'entièreté de la mission et du rôle des universités régionales, en plus d'omettre les régions de l'Outaouais et des Laurentides. (Cette section est tirée du mémoire pré budgétaire déposé par les cinq établissements en région).

Priorité 3

Soutien à la mission universitaire et régionale

Subventions générales versus subventions spécifiques

Bien que l'UQO souhaite privilégier les subventions générales pour assurer une certaine pérennité et stabilité, il serait souhaitable lors de l'intégration de subventions spécifiques que le calcul de répartition n'ait pas pour effet de pénaliser les universités de petite taille comme l'UQO. Les universités de l'UQ ont pour mission de favoriser l'accessibilité à l'enseignement universitaire et de contribuer au développement scientifique du Québec et de ses régions. En cela, elles sont des leviers majeurs de développement et d'épanouissement pour toute personne qui a les aptitudes et la volonté d'accéder aux études universitaires en français.

Les universités en région font face à des défis uniques, notamment une détention de diplôme universitaire généralement plus basse dans la population (dans certaines régions, moins de 20 % de la population détient un diplôme universitaire), une proportion plus élevée d'étudiants de première génération ainsi que des demandes d'admission affichant parfois des cotes R inférieures à la moyenne. Parallèlement, elles accueillent une population étudiante souvent

économiquement moins favorisée qui doit concilier études et travail, ce qui limite le temps consacré exclusivement aux études. C'est en réponse à ces besoins ainsi qu'à ceux exprimés par leur milieu et le gouvernement que les universités en région proposent des services en adéquation avec leur mission. Cela reflète le dynamisme et l'engagement de ces universités à répondre aux attentes de leur communauté locale, tout en soutenant les objectifs du gouvernement de former une population plus qualifiée et mieux informée dans l'ensemble des régions du Québec.

Il est donc essentiel de maintenir une reconnaissance distincte et soutenue du rôle des universités en région en assurant un financement adapté, non seulement pour soutenir leur mission de développement régional, mais également afin de refléter le coût plus élevé de la formation qui n'est pas pris en compte dans la grille de pondération actuelle. (Cette section est tirée du mémoire pré budgétaire déposé par les cinq établissements en région).

Priorité 3

Soutien à la mission universitaire et régionale

Frais indirects

Les règles budgétaires actuelles ne tiennent pas compte des frais indirects importants assumés par les universités, notamment pour la gestion des initiatives gouvernementales, le soutien aux besoins particuliers d'une population étudiante non traditionnelle (ex. halte-garderie) et la lourdeur croissante des exigences de reddition de comptes.

De plus, le déploiement de projets majeurs – formation à distance, sécurité de l'information, conformité aux lois (dont la Loi 25 et la modernisation du régime SST) exerce une pression considérable et exigerait des enveloppes supplémentaires pour se doter des ressources nécessaires pour répondre à toutes ces demandes.

Certaines enveloppes, notamment celles destinées aux étudiantes et étudiants en situation de handicap, demeurent insuffisantes et incertaines, forçant l'UQO

à recourir à des postes contractuels non permanents, accentuant la précarité en contexte de rareté du personnel qualifié.

De plus, la décision de ne plus financer les augmentations salariales en lien avec la politique salariale gouvernementale alors que les conventions collectives des différentes catégories d'employés y sont rattachées crée une pression importante sur le budget de fonctionnement dont la masse salariale représente 80%.

Priorité 3

Soutien à la mission universitaire et régionale

Nous demandons au gouvernement un investissement :

Réintégrer dans les règles budgétaires des mesures spécifiques visant à soutenir la mission de développement régional des universités en région;

Allouer un financement à la hauteur des dépenses des frais indirects et à la gestion de projets structurants;

Financer les hausses salariales liées à la politique salariale gouvernementale.

**Investissement
5M \$**

Conclusion

L'UQO réitère l'importance de soutenir le développement de l'UQO dans une région dont le sous-financement est historique et reconnu afin de permettre à la région de se doter de la main d'œuvre qualifiée particulièrement en santé et services sociaux.

Nous demandons que l'impact réel de l'inflation soit intégré dans l'allocation des budgets de fonctionnement, afin de garantir la stabilité institutionnelle et la qualité de la formation offerte aux étudiantes et étudiants.

Il est également essentiel que le gouvernement assume de manière systématique les coûts de système, incluant notamment l'indexation des traitements salariaux du personnel, afin d'éviter une pression budgétaire disproportionnée sur les établissements et de préserver l'attractivité et la rétention des talents indispensables à la mission universitaire.

Un financement adéquat est un levier stratégique pour :

Maintenir la qualité de l'enseignement et des services aux étudiantes et étudiants;

Soutenir la recherche et l'innovation ;

Renforcer la vitalité économique, sociale et culturelle des régions.

Pour nous joindre

rectorat@uqo.ca
819-595-3910



IL Y A TOUT
UN MONDE



UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS